

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/DS136/10  
WT/DS162/13  
19 décembre 2000  
(00-5596)

Original: anglais

## ÉTATS-UNIS – LOI ANTIDUMPING DE 1916

### Surveillance de la mise en œuvre des recommandations et décisions

#### *Désignation d'un arbitre conformément à l'article 21.3 c) du Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*

La communication ci-après, datée du 19 décembre 2000, adressée par la Délégation permanente de la Commission européenne, la Mission permanente du Japon et la Mission permanente des États-Unis au Directeur général, est distribuée conformément à l'article 21.3 c) du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends*.

---

Nous nous référons à la communication du Japon et des Communautés européennes datée du 17 novembre (WT/DS136/9-WT/DS162/12), dans laquelle ceux-ci demandaient le recours à l'arbitrage contraignant au titre de l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* (le "Mémoire d'accord"), en vue de déterminer le délai raisonnable imparti aux États-Unis d'Amérique pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'Organe de règlement des différends (l'"ORD") dans l'affaire *États-Unis – Loi antidumping de 1916 – Demande du Japon et des Communautés européennes* (WT/DS136 et 162) adoptées le 26 septembre 2000.

Les parties au différend, à savoir les États-Unis, le Japon et les Communautés européennes, se sont entendues sur le choix d'un arbitre, conformément à la note de bas de page 12 relative à l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord* et ont choisi M. A.V. Ganesan. Nous vous prions de bien vouloir informer officiellement M. A.V. Ganesan que nous sommes convenus de lui confier l'arbitrage de cette affaire. Nous souhaiterions aussi qu'il soit aidé dans ses fonctions, en tant qu'arbitre au titre de l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord*, par le personnel du secrétariat de l'Organe d'appel.

En ce qui concerne le délai pour cet arbitrage contraignant, l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord* prévoit que le délai raisonnable pour la mise en œuvre sera déterminé par arbitrage contraignant dans les 90 jours suivant la date d'adoption des recommandations et décisions par l'ORD. Cette adoption a eu lieu le 26 septembre 2000; le délai de 90 jours est sur le point d'arriver à expiration. Nous, parties au différend, sommes convenus de prolonger jusqu'au 28 février 2001 le délai pour l'arbitrage contraignant. Nous sommes convenus que la décision de l'arbitre, rendue au plus tard le 28 février 2001, sera réputée être la décision arbitrale aux fins de l'article 21:3 c) du *Mémoire d'accord* en vue de la détermination du délai raisonnable imparti aux États-Unis pour la mise en œuvre des recommandations et décisions de l'ORD.

Nous vous remercions de votre assistance dans cette affaire.

---